

Le fantôme de Gazprom

Par [JFB](#) le jeu 12/04/2007 - 10:47

Le fantôme de Gazprom

Bien que membre de l'Union européenne, la Hongrie a choisi de s'allier avec la Russie dont elle espère des garanties en termes d'approvisionnement énergétique. Selon le gouvernement de Gyurcsány, c'est la seule démarche rationnelle possible dans la situation actuelle. Ses détracteurs estiment en revanche que le gouvernement sacrifie les intérêts nationaux et européens basés sur le long terme au profit d'une sécurité énergétique à court terme.

L'article d'International Herald Tribune (IHT), paru mardi dernier et intitulé «La Hongrie favorise Gazprom en dépit de l'UE», est tombé à point nommé pour Zsolt Németh, président de la commission des affaires étrangères du Parlement hongrois, et membre du Fidesz. Le week-end dernier, celui-ci a revendiqué, se référant notamment à ce même article, que le gouvernement rende immédiatement public les détails de l'accord qu'il suppose avoir été conclu avec le Kremlin. Cette alliance - dont l'existence fut aussitôt réfutée par le gouvernement - favoriserait la réalisation du gazoduc Bluestream, sous l'égide de Gazprom, face au projet de gazoduc de l'Union européenne, le Nabucco. Le député a également avancé que son parti prendrait l'initiative d'une proposition de décision parlementaire qui devrait fixer que la Hongrie assure la priorité à la politique énergétique communautaire, c'est-à-dire au plan Nabucco.

La parution de cet article, huit jours avant la visite à Moscou du premier ministre hongrois (le 22 mars) a donné un écho particulier aux propos du député Fidesz qui voyait d'emblée dans ce déplacement le signe d'un «pacte Poutine-Gyurcsány». Le quotidien anglophone affirme que «pendant que l'Union européenne lutte pour inaugurer une politique de sécurité énergétique communautaire, la Hongrie lui tourne le dos en pactisant avec le géant russe de l'industrie énergétique, Gazprom.». L'IHT cite, pour preuve, les propos du premier ministre hongrois, Ferenc Gyurcsány, concernant le retard considérable pris par ce projet européen : «Le Nabucco est un vieux rêve et un vieux projet mais nous n'avons pas plus besoin de rêves que de projets», estimant ainsi qu'il faut désormais passer aux actes. Dans un

journal français, le premier ministre a reconnu qu'il était conscient des risques provenant d'une dépendance énergétique unilatérale. Cependant, le Nabucco n'existe, à ce jour, que virtuellement et «l'on ne voit pas quand il nous fournira enfin du gaz».

Il est vrai que le projet du gazoduc Nabucco, dont le tracé partirait de la mer Caspienne jusqu'à l'Autriche en passant par cinq autres pays, existe déjà depuis douze ans.

Son objectif serait justement d'alléger la dépendance des importations, en particulier russes, des Quinze de l'époque et, ainsi, d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement. Pour que cet investissement puisse enfin voir le jour, les plus grandes compagnies pétrolières de la région - parmi lesquelles le Hongrois MOL et l'Autrichien OMV - se sont alliées il y a quelques années, sans pourtant qu'aucune suite importante n'ait vu le jour. Pendant ce temps, Gazprom poursuit la construction du Bluestream (dont le tracé est en grande partie parallèle au Nabucco), projet auquel le MOL s'est joint en juin dernier, lors de la visite du directeur de Gazprom, Alekseï Miller, à Budapest.

Personne ne sait dans quelle mesure la décision de la compagnie pétrolière fut influencée par le fait que le gouvernement essaie d'entretenir de bonnes relations avec Moscou, surtout après la crise du gaz de janvier 2006, qui avait suivi le débat sur les prix entre la Russie et l'Ukraine. Quand le président russe, Vladimir Poutine, est arrivé en Hongrie en février 2006, l'un des vieux projets de Gazprom a, par exemple, officiellement reçu le feu vert : la construction d'un "entrepôt à gaz". Le géant du secteur énergétique russe avait en effet songé depuis plusieurs années à un tel investissement en Hongrie, mais ce projet avait été catégoriquement refusé par les gouvernements précédents. Le ton est désormais différent : "Le gouvernement est fier que Gazprom ait choisi notre pays pour y implanter un centre de logistique régional" .

Concernant le cas Bluestream versus Nabucco, il est clair qu'il n'y a pas besoin de deux gazoducs parallèles. Il est cependant probable que Gazprom, société nationale mais dont le fonctionnement rappelle celui d'une entreprise privée, finisse les travaux de construction de son système de canalisation avant que les pays membres de l'Union, qui considèrent le gazoduc Nabucco également comme une

question politique, se décident enfin à passer à l'action. D'autant plus que la décision définitive de l'Union serait repoussée de 2007 à 2008. Selon les plus optimistes, comme par exemple l'un des membres de la direction d'OMV, qui répondait aux questions de Reuters, ce décalage ne retardera que d'un an le début de la circulation prévu pour 2011. D'autres jugent, en revanche, que ce nouvel attermoisement pourrait avoir des conséquences graves, voire fatales, pour le programme Nabucco.

La Commission européenne nie que le projet de gazoduc aurait perdu de son importance, ce qui serait à la base de l'ajournement. «Le Nabucco est l'un des quatre projets énergétiques prioritaires qui ont été approuvés par les États membres dans les termes du programme de Réseaux Trans-européens», rappelle Ferran Tarradellas Espuny, porte-parole d'Andris Pielbags, commissaire aux affaires énergétiques. De plus, parmi ces quatre investissements, c'est le seul qui touche à la question du gaz. Le sujet a d'ailleurs figuré dans les conclusions du sommet de l'UE début mars, et la Commission européenne pense déjà à nommer la personne en charge de la coordination du projet. «Le Nabucco est l'exemple par excellence de la politique européenne ambitionnant une plus grande diversification», souligne Ferran Tarradellas Espuny.

Si la Hongrie hésite à prendre position à propos de la question Nabucco, c'est qu'elle est certainement influencée par l'opinion répandue dans le secteur, et ce surtout dans les pays de l'ex-bloc socialiste, selon laquelle Moscou se retournerait contre ceux qui cherchent à s'approvisionner en gaz par des moyens alternatifs. Selon Mátyás Eörsi (SzDSz), président de la Commission des affaires européennes au Parlement hongrois, ceux qui redoutent cette option ne connaissent pas la diplomatie russe. «Moscou n'oblige personne, et la Hongrie pas d'avantage, à renoncer à ses propres intérêts énergétiques en faveur des intérêts russes.» Et même si tous les gazoducs ne fournissaient que du gaz russe, il vaudrait mieux augmenter le nombre de sources d'importation, selon Eörsi.

Cependant, pour sa sécurité énergétique à long terme, la Hongrie a besoin d'un allié, car le statut privilégié que lui a conféré Moscou dans la région reste précaire, selon Eörsi. En effet, les bonnes relations entre la Russie et la Hongrie sont avant tout dues à la détérioration de celles que Moscou entretient avec les autres pays de la région, surtout avec la Pologne. Or les intérêts de Moscou exigent qu'elle

entretienne de bonnes relations avec au moins un ex-membre du Conseil d'Entraide Économique. Tant que Varsovie ne renforce pas ses liens avec le Kremlin, la situation reste favorable pour la Hongrie. Il n'est pourtant pas exclu qu'après une telle consolidation les intérêts stratégiques de Moscou demandent l'établissement d'un nouveau réseau dans les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale). Dans ce cas-là, selon Eörsi, la Hongrie aurait alors besoin d'un allié puissant, et celui-ci serait en toute logique l'Allemagne.

Ces réflexions du député libéral semblent motivées par le fait que l'industrie énergétique allemande reste très fortement attachée à ses partenaires russes.

Dans une interview donnée en janvier, le président du Fidesz, Viktor Orbán, a affirmé que « nous ne voudrions pas devenir la baraque la plus joyeuse de Gazprom », exprimant ainsi clairement la position de son parti : la coopération russo-hongroise doit être fortement limitée dans le domaine des services énergétiques. Dans le cas d'un gouvernement de droite, ces relations bilatérales connaîtraient ainsi un infléchissement historique, alors même que le gouvernement actuel semble envisager la garantie de la sécurité énergétique du pays à travers un comportement loyal envers la Russie.

Cette année, lors du Forum de l'Économie Mondiale de Davos, Ferenc Gyurcsány, répondant aux questions de l'agence de presse américaine AP, a surpris les dirigeants européens en estimant que les États membres, afin de garantir leurs intérêts nationaux, devraient mener une politique énergétique autonome. Et la récente découverte de l'immense réserve de gaz dans les environs de Makó (Hongrie) - estimée à 600 milliards de mètres cube, soit une quantité suffisante pour assurer l'approvisionnement du pays pour plusieurs décennies - ne semble pas être à l'origine de cette déclaration. Le premier ministre a en effet ajouté que la Hongrie, malgré les craintes européennes quant à la trop grande influence de la Russie dans le domaine énergétique, est censée signer des accords bilatéraux avec Moscou au sujet des exportations de pétrole brut et de gaz naturel. Accords qui resteraient en vigueur au moins jusqu'à l'élaboration d'une politique communautaire consensuelle susceptible de minimiser la dépendance envers la Russie.

Au niveau de la consommation électrique la situation n'est pas différente puisque 40% sont assurés par la centrale nucléaire de Paks - dont le fonctionnement dépend des matières premières russes -. Et la proportion de pétrole brut importé sur le marché hongrois reflète à peu près la même dominante. La raffinerie MOL, implantée à Százhalombatta, transforme ainsi quasi exclusivement du pétrole russe qui, tout comme le gaz naturel, parvient en Hongrie via l'Ukraine grâce au pipeline "Barátság" (Amitié). Dans le cas du pétrole brut, la Hongrie n'est pourtant pas aussi assujettie à la Russie, car elle peut compléter ses importations via le pipeline Adria dont l'origine se situe dans le port croate d'Omishalj. Les plus gros consommateurs d'énergie en Europe, qui sont aussi des pays maritimes, se trouvent de ce fait dans une situation bien plus confortable puisque leur approvisionnement se fait par voie navale. Ce n'est donc pas par hasard si Bruxelles se concentre exclusivement sur la diversification des sources d'approvisionnement en gaz naturel.

Du point de vue de la sécurité de cet approvisionnement, l'adoption d'une politique énergétique par le Parlement hongrois pourrait déjà avoir des conséquences favorables. En effet, une telle prise de position pourrait clarifier les objectifs à long terme et permettrait ainsi aux investisseurs d'y adapter leur démarche. Bien évidemment, ce sont avant tout les entreprises intéressées par le développement des énergies renouvelables qui désireraient y voir clair. Pour pouvoir respecter la proportion des énergies renouvelables, fixée à 20% lors du sommet européen du mois de mars et obligatoire pour les vingt-sept, l'enthousiasme politique n'est point suffisant. Il faudrait également savoir de quelles énergies il est question et dans quelles proportions le gouvernement est censé appuyer leur développement d'ici à 2020.

Il nous faut en tout cas reconnaître que la Hongrie manque depuis longtemps de politique énergétique adaptée à ses besoins. Et même si elle était enfin conçue, son suivi et sa réalisation resteraient aussi imprécis que celle dessinée par les dispositifs européens. Il est difficile de ne pas envisager, en cas d'alternance gouvernementale, un changement d'attitude dans la politique énergétique, actuellement pro-russe. Pourtant, les circonstances exigeraient plutôt une solution consensuelle, car dans le cas contraire, c'est l'improvisation qui continuera à dominer.

Richárd Hlavay

(Avec la contribution de Zoltán Gyévai, Bruxelles et Ernô Simon)

Traduit par Zsófi Molnár

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel